

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 7 NOVEMBRE 1978 - N°784

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Gouvernement militaire en Iran



- Riposte populaire massive après la répression de samedi
- Nouveau Premier ministre : le chef d'Etat-major
- Accord de l'opposition : aucun compromis avec le Shah

### SNCF : POURSUITE DE LA SEMAINE D'ACTION

Des modalités  
qui ne satisfont pas  
la combativité des cheminots

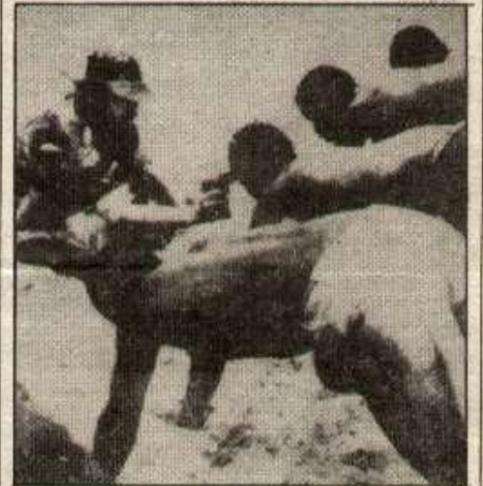
Lire en page 4

C'est la solution militaire que le Shah a choisi en nommant lundi matin le général Azari, chef de l'état-major général de l'armée, comme Premier ministre remplaçant Sherif-Emani. Le général Azari est selon l'opposition comme un «homme des Américains».

Dimanche, des milliers de manifestants avaient investi les rues de Téhéran. Les symboles de la dictature du Shah et de l'impérialisme ont été détruits par la colère populaire qui venait ainsi les 65 morts de la veille. Si dans la journée de dimanche l'armée s'est abstenue de tirer, c'est pour mieux réapparaître le soir même occupant

suite page 8

### RACISME A LA TELE



Massacre de patriotes dans un camp de prisonniers du régime raciste rhodésien.

#### Le criminel de guerre Ian Smith mardi soir sur TF 1

Alors que Ian Smith, chef du gouvernement de l'Etat artificiel de Rhodésie, perpétue sans cesse des expéditions criminelles contre le peuple du Zimbabwe, TF 1 trouve le moyen de donner la parole à l'assassin. Cependant les organisations du Front Patriotique, dont nous publions des prises de position de Mutumbuka pour la ZANU continuent d'être rejetées des moyens d'informations.

Sur le terrain, les racistes rhodésiens chancellent sous les coups répétés des Forces Patriotiques...

Lire en page 7

### Bagdad : le monde arabe condamne Camp David

Lire en page 8

### PS : Vers l'éclatement du CERES

Le colloque national du CERES, réuni samedi à Paris, a confirmé le désaccord croissant entre les chefs du mouvement et l'aile minoritaire, proche des thèses de Rocard. Le débat doit se poursuivre à la base du mouvement, mais il semble d'ores et déjà acquis que le courant ne pourra pas se présenter unifié au congrès du PS.

Lire en page 3

Le Quotidien du Peuple  
gravement menacé  
25 millions  
pour  
votre quotidien !

Lire en page 2

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Il ne peut y avoir que deux superpuissances aujourd'hui

Il faut bien saisir ce que signifie le concept de super-puissance. Peut-être faudrait-il que le programme définitif soit plus précis là-dessus.

Les super-puissances sont les seuls impérialismes à pouvoir aujourd'hui rivaliser pour l'hégémonie mondiale : il n'y a pas trois, quatre ou six

super-puissances, il y en a deux. Cette notion réfère donc à une situation unique, nouvelle, qui résulte de tout le développement de l'histoire depuis trente ans.

Dans la première partie de ce siècle, plusieurs impérialismes, diversement placés d'ailleurs, pouvaient rivaliser pour l'hégémonie

mondiale (Allemagne, USA, France, Japon, Angleterre, etc.) C'est cette rivalité qui a abouti à deux guerres pour le repartage du monde, dont est issue par ailleurs, en raison des révolutions qui les ont suivies chaque fois, une limitation de la sphère globale des possibilités de domination impérialiste.

Plus près de nous, dans les années 60, diverses puissances ont essayé de disputer à l'impérialisme US la suprématie qu'il avait obtenue à la fin du 2<sup>e</sup> conflit mondial : le bloc occidental, constitué sous la houlette américaine, dans le cadre de la guerre froide, s'est ainsi petit à petit relativement désagrégé.

Mais deux phénomènes ont couru depuis à interdire à ces impérialismes de pouvoir rivaliser pour l'hégémonie mondiale.

● Sous la poussée des luttes de libération, un certain nombre de pays ont accédé à l'indépendance et des phénomènes plus anciens de regroupement, ont connu un développement spectaculaire au point de constituer en force politique le mouvement de ces pays : c'est en premier lieu les anciennes puissances coloniales ou celles qui avaient spéculé sur le néo-colonialisme pour se maintenir, qui ont été frappées.

● L'apparition, à la fin des années 1960, de la super-puissance russe a introduit sur la scène mondiale un concurrent d'une taille et d'un poids supérieur : de ce fait, elle a limité la possibilité d'expansion des impérialismes autres que l'impérialisme US, lui aussi frappé, mais disposant

d'une marge de manœuvres plus vaste. Les nouvelles pressions politiques, économiques et militaires du social-impérialisme sur ces pays, ont été dans le même sens.

● L'exacerbation de la contradiction entre les super-puissances, sous les effets de la crise du système colonial et néo-colonial et de la lutte des pays du Tiers-Monde, a abouti à une course effrénée aux armements, terrain sur lequel les impérialismes désormais secondaires, ne peuvent plus suivre.

Pour toutes ces raisons, les impérialismes qui forment le second monde, ne peuvent plus rivaliser pour l'hégémonie mondiale.

Seules les deux super-puissances, ennemi principal des peuples du monde entier, peuvent avoir cette prétention.

Cela est le résultat spécifique de la loi universelle du développement inégal de l'impérialisme.

## Second monde et pays de l'est

Du point de vue de la division du monde en trois, qu'en est-il des pays de l'Europe de l'Est ?

Il semble, même s'ils n'ont pas toutes les caractéristiques historiques des pays impérialistes habituels, mais des traits propres d'États capitalistes nés de la dégénérescence rapide d'États socialistes, qu'ils appartiennent au second monde, en ce sens qu'ils sont impliqués dans le même système de contradictions.

Ce sont pour la plupart des pays capitalistes assez développés (sauf la Bulga-

rie), qui tentent depuis longtemps, évidemment selon leurs possibilités et leur ordre d'arrivée sur la scène mondiale, de créer des liens de dépendance avec certains pays du Tiers-Monde (« aide » liée, capitaux exportés, armement et conseillers militaires...) et qui sont particulièrement soumis aux pressions de la super-puissance soviétique qui en a fait depuis longtemps une base d'agression contre l'Europe de l'Ouest. Ces pressions sont telles que leur existence nationale, et leur souveraineté sont en

jeu d'une façon permanente : mais on ne peut indiquer pourtant aujourd'hui qu'elles constituent de simples provinces de l'URSS ; ce serait d'autant plus faux que, sous la pression de leurs peuples, et avec la prudence que requiert la présence militaire du social-impérialisme sur leur sol, un certain nombre de ces pays essaient, timidement encore certes, de desserrer l'étreinte : diversification de leurs échanges, soutien à certaines revendications du Tiers-Monde, critique des conséquences de la

« division internationale du travail ». Notons que ce phénomène est exactement, au-delà de ses formes concrètes particulières, celui qui était en cause en Tchécoslovaquie en 1968, où Dubcek représentait le parti de la bourgeoisie tchèque décidée à prendre le large par rapport à la sphère d'influence russe.

Ces problèmes sont importants : il convient d'y être attentifs et de poursuivre l'étude.

M. B. MONTPELLIER

A. B. Le Mans

# Le Quotidien du Peuple gravement menacé

● 7 600 francs dans notre dernier numéro, neuf mille francs aujourd'hui : pour le Quotidien, la mobilisation continue, jusqu'à ce que l'objectif soit rempli. Voici, parmi les lettres que nous recevons, et qui témoignent de l'attachement de nos lecteurs, deux témoignages qui renforcent notre confiance dans l'avenir de notre presse communiste.

Camarades,

A Caen, tous les camarades, amis, et sympathisants prennent à cœur cette tâche. Par exemple, une collègue, élève infirmière, amie du QdP, va prendre une dizaine de calendriers pour les vendre autour d'elle. Des camarades de travail, des syndicalistes, auxquels on n'avait pas pensé habituellement pour soutenir notre presse donnent et donneront des sommes importantes. Par exemple, un ouvrier de la Saviem, alors qu'il y a du chômage technique, a donné 200 F. Ne négligeons pas les petites sommes, des collègues donnent 2 F, 5 F, car ils trouvent juste de soutenir la presse révolutionnaire.

Ci-joint un chèque de 50 F de P.B. syndicaliste et un autre chèque de M.B. hospitalier 100 F.

Je vous ai fait virer 200 F directement sur votre compte, ceci parce que le Quotidien du Peuple ne doit pas disparaître. Chaque jour dans le QdP nous trouvons des informations et des témoignages qui nous montrent le vrai visage, de notre société, du monde dans lequel nous vivons.

C'est bien grâce au QdP que nous pouvons lutter contre les calomnies et les mensonges que déversent les journaux bourgeois et la télé. Je soutiens le QdP pour qu'il reste le haut parleur de tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et qui dans leur lutte jettent les bases d'un monde nouveau.

Une sympathisante. LYON  
Vive le Quotidien !

<b>Mulhouse</b>	
Vente vélomoteur.....	150
Vente livres.....	210
Ventes d'objets.....	30
Couple d'artisans.....	50
Un ouvrier.....	15
Un ouvrier métallo de la SACM.....	20
Etudiante en droit.....	10
<b>Strasbourg</b>	
Vente d'objets.....	250
Soutien General Motors.....	10
Un maître auxiliaire.....	20
Un chômeur.....	10
<b>Auxerre</b>	
Soutien.....	50
Une camarade.....	88
<b>Martigues</b>	
Pour un Quotidien à la mesure de nos besoins.....	500
Ventes.....	30
<b>Narbonne</b> .....	1 500
<b>Aix</b> .....	10
.....	100
<b>Saint Denis</b> .....	750
<b>Bordeaux</b>	
Deux ouvriers de Marie Bernard.....	20
Des employés de la CAF.....	80
Un ouvrier de Calvé.....	10
Une étudiante.....	100
Une assistante sociale.....	100
Un animateur.....	30
Un lycéen.....	10
Une éducatrice.....	30
Des camarades de Lestrac.....	40
Un employé de la CAF.....	30
Un militaire appelé.....	10
Une étudiante.....	20
Un médecin.....	100
.....	350

<b>Marseille</b>	
Vente du calendrier à l'entreprise Toy Riot.....	150
Un ouvrier de l'Alstom.....	100
A. collecté dans la famille.....	100
G.L.....	450
Un enseignant.....	200
ML.B.....	250
Un vieux syndicaliste.....	100
JP.A. pour que le QdP joue pleinement son rôle.....	100
Vente d'objets.....	300
Un professeur.....	550
Un jeune.....	50
N.C.....	200
Ventes.....	175
Un chômeur.....	80
F.D. abonné.....	500
Collecte.....	45
<b>Orléans</b>	
Ventes.....	40
<b>Rennes</b>	
Un camarade.....	200
<b>Mons</b>	
M.W.....	100
<b>Saint Fons</b>	
JM.E.....	250
<b>Florange</b>	
D.E.....	50
<b>Drancy</b>	
Un ouvrier de Citroën ma prime Visa.....	252
Total.....	9 175
TOTAL PRECEDENT.....	118 081
<b>Nouveau total</b> .....	<b>127 256</b>

## Réunion du Collectif national du CERES

## LES DIVISIONS S'ACCENTUENT

● Le collectif national du CERES, qui s'est tenu samedi à Paris, a consacré la division croissante du «courant 2» du PS. Les chefs du courant (Chevènement, Sarre, Motchanel) s'y sont opposés aux signataires d'une «contribution au débat», animée par le député des Vosges Christian Pierret, et proche des thèses de Rocard. Chevènement, à l'issue du débat, a lancé à l'intention des minoritaires de son courant : «Vous partagez les idées de ceux que nous combattons de tout temps. Vous vous écarterez de la logique du courant deux. Il est temps de choisir». Les minoritaires n'ont pas quitté le CERES, mais le débat doit continuer au moins jusqu'au colloque du courant, en décembre. Il est pour ainsi dire acquis désormais que le CERES ne se présentera pas sur un texte unique au prochain congrès du PS.

Quels sont les principaux points d'affrontements entre les chefs du CERES et leurs minoritaires ? Grossoiyèment, les thèses de Chevènement tournent autour des points suivants :

— La nécessité de lutter contre la ligne de plus en plus ouvertement social-démocrate suivie par la direction du PS, qui se manifeste par la transformation du PS en «rassemblement électoral attrape-tout dans une perspective social-démocrate» ;

— La lutte contre «la gauche américaine», c'est-à-dire le courant Rocard,

«vaincre la petite bourgeoisie au sein du PS pour imposer l'union de la gauche et la politique de rupture (avec le capitalisme, NDLR) sur des bases nouvelles» ;

— Dans cette perspective, le CERES insiste sur l'importance des nationalisations et la nécessité d'une rupture avec le marché mondial, notamment avec la CEE.

Autant de thèses proches de celles du PCF.

A l'inverse, les signataires de la «contribution au débat» s'opposent en plusieurs points aux thèses

de Chevènement. Pour les signataires de ce texte, le CERES risquerait d'entrer «dans une logique de secte», s'il poursuivait «la seule dénonciation systématique de la gauche américaine et des trahisons de la direction du PS». Cette attitude, à leurs yeux, fait la part trop belle au PCF. L'Union de la gauche ne leur semble pouvoir se réaliser que sur la base d'une «confrontation sans faiblesse entre deux partis et deux projets». Ce qui implique de préciser le projet socialiste. Enfin, il est impossible, selon ce courant, de prétendre rompre avec le marché mondial et il convient de faire coexister «deux logiques contradictoires : celle du marché international, c'est-à-dire de la compétitivité et de la rentabilité, et celle des besoins sociaux et nationaux, c'est-à-dire de la planification et de la réduction du champ des rapports marchands».

## DES TENTATIONS ROCARDIENNES

On n'a pas manqué de

relever dans ces thèses des rapprochements avec les positions de Rocard. Lui aussi souhaite une plus grande fermeté vis-à-vis du PCF, relativise l'importance des nationalisations, et n'envisage nullement de rupture avec le marché mondial, mais au contraire une meilleure insertion de la France dans ce marché par l'occupation de «créniaux» tenables par l'impérialisme français.

Enfin, l'insistance de Rocard sur certaines formes nouvelles de lutte, sur le développement de la vie associative séduit, par ses aspects apparemment novateurs, une partie du CERES.

A tel point que vendredi dernier, une dépêche AFP annonçait que les minoritaires du CERES rejoignent le courant Rocard. Nouvelle immédiatement démentie par Pierret et ses amis. Les commentateurs étaient peut-être allés un peu trop vite en besogne. Si les thèses des minoritaires du CERES coïncident souvent avec celles de Rocard, il ne semble pas qu'ils veuillent, à court terme, se fondre dans le courant Rocard. D'autant que les minoritaires du CERES, n'ont pas forcément une position politique homogène : certains d'entre eux semblent poursuivre d'autres buts qu'un ralliement à Rocard. Pour l'instant, le texte de la contribution rassemble des mécontents du CERES qui contestent l'alignement des chefs du courant sur les positions du PCF, ainsi que le fonctionnement interne du courant. Cela ne suffit pas à constituer une voie alternative ; d'autres alliances pourraient se nouer, remettant en cause les clivages habituels au sein du PS.



Christian Pierret



Jean Pierre Chevènement

## Pour les auteurs de *L'URSS et nous* : «Si les chars russes ont pu avancer, c'est que les Tchèques ne tenaient pas tant que ça au printemps de Prague» !

● L'Université Nouvelle est une école «théorique», à prétention marxiste, animée par le PCF. Cette année, à Lyon, elle débutait son cycle de conférences par un sujet fort intéressant : le livre *L'URSS et nous*, avec la présence de deux co-auteurs du livre, Cohen et Decaillet. 300 personnes surtout des jeunes et des intellectuels, assistaient au débat.

Après un docte exposé de Cohen résumant le livre, applaudi du bout des doigts par une minorité de la salle, les questions furent.

Sur l'intervention en Tchécoslovaquie : «On nous ressort pour le 10<sup>e</sup> anniversaire ce qu'a dit Waldeck-Rochet quelques jours après, c'est inadmissible : notre position n'a pas avancé !». Decaillet, dans un bafouillage digne d'un sketch de Coluche, tentera patiemment de noyer le poisson.

Près de moi, des militants s'énerment : «Qui nous a envoyé un Charlot pareil ?». Il finira quand même par arracher à la salle une forte rumeur en disant : «Si les chars ont pu avancer, c'est qu'en fin de compte les Tchèques ne tenaient pas tant que ça au printemps de Prague».

Un membre de l'assistance se lève et intervient vigoureusement : «C'est inadmissible de faire venir des camarades pour entendre ça ; les responsables

nationaux enterrent les problèmes». Des assistants réclament que le débat s'inscrive aussi dans la salle, et pas seulement avec la tribune : «On n'est pas sur les bancs de l'école !».

D'autres interventions ont lieu sur la situation interne à l'URSS, sur les rapports de classe : «Si on a assez d'éléments, il faut se prononcer, l'URSS est-elle socialiste, ou non ?». Et une autre : «Quand on nous pose des questions à la base, les gens ne sont pas satisfaits de ce genre de réponse, ni oui, ni non». D'autres questions viennent sur la politique étrangère de l'URSS, notamment sur son attitude face à la lutte de libération nationale de l'Érythrée.

L'assemblée écouta avec attention les interventions des marxistes-léninistes, l'une sur l'opposition en URSS, notamment le mouvement des syndicats libres, l'autre sur la politique impérialiste de ce pays.

Cette soirée aura montré de la part de l'assistance, la volonté d'un rejet net de l'URSS et d'une critique réelle. Le livre *L'URSS et nous* semble être un premier contre-feu de la direction du PCF, formulant quelques critiques pour ne pas toucher à l'essentiel. A voir la manière dont Cohen et Decaillet se sont fait interpellés, on peut douter que la base du PCF se contente de ces critiques timides.

Correspondant LYON

## ● Edmond Maire au «Club de la presse» : les piteux résultats de la négociation tous azimuts

Edmond Maire, dimanche soir, au «Club de la presse» sur Europe 1, a repris pour l'essentiel les conclusions du dernier conseil national.

Il s'est d'abord expliqué sur le bilan qu'il fallait tirer de la politique de négociations tous azimuts engagée par sa centrale avec le patronat depuis 8 mois : «Rien ne va plus dans les négociations entre le patronat et le mouvement syndical». Le seul fait positif selon Maire étant la différence par rapport à il y a un an, l'existence de négociations ! Maigre consolation, car le «recentrage» adopté il y a 8 mois, la politique de la négociation «visant à obtenir des résultats si minimes soient-ils», n'a quasiment donné aucun résultat. Engagé, à citer des «résultats» Maire répondait que mis à part «des accords sur les bas salaires qui ont touché peu de monde, c'est vrai» et les «progrès, certes insuffisants sur les Prud'hommes» rien n'avait été obtenu. Ce qui fait effectivement «très peu».

Mais devant cet échec, que propose Maire ? Il faut augmenter la pression syndicale, affirme-t-il afin que les négociations sur les bas salaires, les conditions de travail aboutissent. «Il est indispensable qu'il y ait un élan nouveau. Nous ferons en sorte que la mobilisation se développe...».

Fort bien mais concrètement ? Maire critique la journée d'action cégétiste sur l'emploi du 15 novembre, type d'action inefficace en effet, destinée en outre au prestige de cette centrale cégétiste juste avant son congrès.

Mais cette critique ne cache-t-elle pas en même temps de la part de la Confédération cégétiste, l'absence d'une véritable riposte, à la politique d'austérité du gouvernement ?

Quant aux revendications que l'équipe d'Edmond Maire, estime prioritaires : les salaires ? Mettre ce problème trop en avant relève paraît-il de «l'archaïsme en matière syndicale» et «c'est un problème qu'il ne faut pas privilégier à l'excès». On savait déjà d'après le secrétaire de la FGM Chérèque, que la lutte pour la défense de son emploi était du «conservatisme». La revendication essentielle dans les années à venir porterait donc «au delà de la crise qui se résoudra bien d'une manière ou d'une autre, sur le contenu du travail». Bref ne consommons pas trop et vivons mieux. Ce thème ambigu ne revient-il pas à «adapter» les revendications à la situation de crise ?

Richard FEUILLET

## ● «Légitime Défense» : une campagne qui fait mouche...

Soigneusement entretenue par la presse, la thèse de la «légitime défense» fait encore des victimes, et prend plutôt l'allure de «légitime attaque»...

A Caen, la semaine dernière, quatre jeunes ont été blessés par balles par un gardien de gymnase «excédé». La presse qui ne se fait plus l'écho que des gestes «d'auto-défense» en oublie de resituer tous les abus dans leur contexte. Ainsi, le gardien de Caen était loin d'être en «légitime défense» au moment où il fit feu sur la bande de jeunes de 18 à 8 ans ! En effet, les jeunes sur lesquels il a tiré étaient à l'extérieur du prétendu gymnase, et n'y avaient pas pénétré de la journée ! Et les dégradations avancées pour justifier l'acte qui aurait pu être meurtrier remontaient à plusieurs jours... Il a cependant été incarcéré.

D'autre part, un cambrioleur, armé d'une simple matraque, et par ailleurs handicapé, s'est fait abattre par le propriétaire des lieux qui n'a pas hésité non plus, et malgré le manque de risques pour lui, à faire feu sur sa victime qui décédait des suites de ses blessures. Ces faits se sont produits dans la nuit de samedi à dimanche, à Homecourt (M et M). L'auteur des coups de feu a été laissé en liberté.

Jouissant souvent de la complaisance de la justice, les acteurs de «légitime défense» en sursis se trouvent ainsi, confortés dans l'exécution de leurs futurs actes meurtriers.

Le juge de Charette, dont nous avons publié une interview dans nos dernières éditions, vient cependant de décider de maintenir en détention Poivre, auteur de coups de feu, au mois de septembre, sur des enfants trop bruyants, toujours en se réclamant de la «légitime défense». «Ces faits sont graves, et j'estime qu'il y a là un trouble important à l'ordre public», a-t-il déclaré.

Reims après la manifestation du 28

## Nouvelles initiatives des Sonacotra

● C'est devant une cinquantaine de personnes que prirent place les délégués des comités et résidents des foyers Sonacotra Siegfried et Bienfait de Reims.

Ceux-ci rappellèrent qu'ils étaient en grève depuis deux mois. Ils luttent sur la base de la plateforme du comité de coordination, c'est-à-dire : blocage des loyers, départ des gérants racistes, droit de visite, de réunion, de libre affichage, interdiction de pénétrer dans les appartements sans l'accord des résidents, changement du règlement intérieur, assimilation du statut de résident à celui de locataire.

Organisés en comité de résidents, celui-ci tient une assemblée générale toutes les semaines. Le pourcentage de grévistes est de l'ordre de 80 à 100%. « Ça se passe bien ».

Face à l'unité des grévistes, la Sonacotra multiplie les menaces. Menaces de mort envoyées aux résidents et membres du comité de soutien, menaces d'expulsion. La Sonacotra a envoyé des lettres aux résidents, leur enjoignant de payer leur loyer sous peine de les conduire devant les tribunaux, où

les juges prononceraient des saisies-arrêt sur les salaires.

Un résident sur son lieu de travail s'est vu menacé d'être licencié et expulsé s'il ne payait pas.

Mais face à toutes les intimidations de la police et de la Sonacotra, les grévistes opposent la riposte : unité des travailleurs français et immigrés, unité des résidents en lutte, mise en place d'un comité de soutien dont l'adhésion se fait à titre individuel et contrôlé par le comité de résidents, manifestation le 28 octobre, fête et journée « portes ouvertes » prévues le 11 novembre. A cette journée, le Sonacotra a opposé son refus, menacé de faire intervenir les flics et de mettre les résidents en référé.

Les résidents dénoncent aussi l'exploitation du Fonds d'Action Social dont ils sont victimes, ainsi que la gestion qui en est faite.

Tout au long de la conférence, les résidents firent la preuve de leur unité et de leur volonté de lutter jusqu'à la victoire et c'est sur un « Sonacotra cédera » vivement applaudi qu'elle se clôtura.

## ● SPLI-Rennes : mobilisation contre la répression des travailleurs

Le patronat qui s'était déjà illustré en envoyant les flics contre les travailleurs de la SPLI, poursuit la répression contre les travailleurs combattifs. Le 19 octobre, les deux syndicats et le PDG de la nouvelle société HUIT-SA, Alphen assignaient en référé cinq délégués du personnel et un syndiqué CGT, pour entrave à la liberté du travail et du commerce : ils risquent un total d'amendes de 36 700 F.

La section CGT « fait appel à la solidarité qui doit unir les ouvriers face à la crise que le patronat cherche à leur faire payer : pour s'opposer à la justice au service du patronat, la section CGT appelle les travailleurs à manifester ».

MARDI 7 NOVEMBRE  
A 9 h 30 DEVANT  
LE PALAIS DE JUSTICE  
DE RENNES

## ● Les éboueurs parisiens

Les conducteurs de benne à ordures de la ville de Paris, ont repris le travail samedi matin, après qu'ils ont été reçus par la ville de Paris, ce que celle-ci ait décidé de suspendre l'utilisation de l'armée, vendredi.

Cependant, aucune revendication n'a été satisfaite, en l'occurrence le passage des conducteurs à l'échelon supérieur. La grève reprendra, sur les mêmes modalités que précédemment (par quartier) si des négociations ne s'ouvraient pas dès lundi.

## SNCF : UNE SEMAINE D'ACTION QUI NE CORRESPOND PAS A LA COMBATIVITÉ

● La semaine d'action dans la SNCF, appelée par les fédérations CGT et CFDT des cheminots, se poursuit par des grèves tournantes touchant alternativement les différents secteurs de la SNCF. Dans l'ensemble assez bien suivie, cette semaine d'action qui éparpille les forces est cependant loin de

L'argument des fédérations syndicales pour justifier cet émiettement de la lutte est la spécificité des revendications de chaque secteur : pour les agents de conduite, ce serait les conditions de travail ; pour les sédentaires, les salaires ; pour les services administratifs, la lutte contre l'auxiliarat ; pour l'entretien, la lutte contre la privatisation, etc.

Pourtant, tous les cheminots ont un patron commun, la SNCF. La dégradation de leurs conditions de travail, la limitation des effectifs, les salaires de misère ne sont que l'expression de la liquidation de la société nationale, que le récent rapport Guillaumat a mis en lumière.

Le rapport Guillaumat, « orientations pour les transports terrestres », c'est entre autres, accroître la concurrence entre la SNCF et les transports routiers et c'est, pour y parvenir, une restructuration de la société nationale. C'est une remise en cause des statuts des cheminots... Alors, doit-on cloisonner les revendications et partant, les luttes ?

D'autant que la combativité semble s'accroître chez les cheminots qui ne veulent pas laisser sans réponse les attaques dont ils sont victimes.

Face à la montée des prix, les salaires sont toujours misérables pour ceux qui sont au bas de l'échel-

le : 2 000 francs pour les sédentaires. Le statut est attaqué en embauchant des auxiliaires qui ont peu de chances de se faire titulariser, alors que précédemment, ils l'étaient après un an de stage (commissionné). Les quarante heures ne sont pas respectées et les roulants font plus souvent des semaines de 56 heures ; c'est dans ce sens qu'ils réclament les 104 repos (au lieu des 100, à l'heure actuelle). C'est aussi la remise en cause du régime de sécurité sociale des cheminots, qui rembourse les frais médicaux à 100 %...

A noter que les directions syndicales FO, Auto-

nomes, CFTC... par ailleurs début octobre exprimé une certaine combativité. Elle devrait se poursuivre jusqu'à vendredi, qui sera la journée du SERNAM, service autonome des messageries qui dépend de la SNCF.

Malgré tout, les cheminots aspirent à une lutte d'ensemble pour faire céder la direction commune. C'est en ce sens que ceux du dépôt de la Villette (Paris Est) ont entrepris une « grève carrée », qui englobe les différents secteurs, du samedi au lundi 12 heures ; cette action pourrait trouver des prolongements...

Publication d'une étude du B.I.T.

## LES TRAVAILLEURS MENACÉS PAR LES PRODUITS CHIMIQUES CANCÉROGENES

● Avec la publication d'un document du Bureau International du Travail et la mise à l'index en France d'une substance chimique, la dianisidine, est reposé avec force le rôle des produits chimiques dans la formation des cancers. Manipulant chaque jour des produits cancérigènes, des milliers de travailleurs et notamment dans l'industrie chimique sont exposés à de graves dangers ; comme le souligne le BIT, les cancers professionnels ne sont pas une fatalité ; ils pourraient être évités par un contrôle rigoureux des nouveaux produits mis sur le

Le document du B.I.T. donne une liste de quarante produits potentiellement cancérigènes et définit le cancer professionnel comme dû principalement à des agents chimiques d'origine minérale comme l'amiante, le nickel raffiné selon un certain procédé, les chromates, ou d'origine organique comme certains lubrifiants, les goudrons, les suies, certains hydro-

trie des colorants.

Rappelons à propos de l'une d'entre elles, la benzidine, ce qui s'est passé en 1974 à l'usine de Rhône-Poulenc Saint-Fons. Rhône-Poulenc voulait démanteler la fabrication d'un produit utilisant de la benzidine. Or, cinq ans d'exposition à ce produit, c'est avoir 9 chances sur dix de mourir d'un cancer de la vessie. La benzidine est

marché, par la suppression et le remplacement des produits connus cancérigènes, le renforcement de la protection des travailleurs et leur surveillance médicale. En France, la politique de la bourgeoisie se résume à : pas d'enquête, pas d'étude gouvernementale qui pourraient mettre en évidence ce problème et si quelques cas apparaissent, s'arranger pour ne pas les reconnaître et les indemniser. Autant dire que seule la lutte des travailleurs concernés peut imposer des mesures qu'il faut prendre d'urgence.

prendre la fabrication.

Ainsi, sept ans après son interdiction en Grande-Bretagne, des patrons français pouvaient se permettre d'utiliser la benzidine ! Et bien d'autres colorants aussi cancérigènes continuent d'être employés. Tout au plus, reconnaît-on le cancer professionnel, mais trente ans après l'exposition. Il faut se souvenir aussi de la longue lutte qu'ont dû mener les travailleurs d'Amisol pour imposer la reconnaissance comme maladie professionnelle du cancer de l'amiante.

Ce cancer fait des ravages énormes : une étude faite aux États-Unis prévoit qu'au cours des trente ans à venir l'exposition professionnelle à l'amiante est capable de « causer la mort prématurée de deux millions de travailleurs américains ». Soit 17 % des décès dus au cancer pendant la même période. Et ceci malgré la « méthode » très spéciale utilisée par les États-Unis, consistant à faire faire de plus en plus de produits contenant de l'amiante dans des pays où la réglementation est faible ou inexistante. Autre méthode patronale, celle préconisée par des experts anglais en 1957 : dans l'industrie utilisant des pro-

duits provoquant des cancers de la vessie, il faut n'embaucher que des ouvriers de plus de quarante ans. Explication : le temps d'apparition de la tumeur étant en moyenne de 18 ans, l'ouvrier ne découvre son cancer qu'à l'âge de la retraite !

L'inscription au tableau A des substances vénéneuses de la dianisidine vient aujourd'hui prouver une nouvelle fois que travailleurs, et aussi consommateurs sont mis en danger consciemment par les patrons. La dianisidine, proche de la benzidine, est utilisée depuis plusieurs années à la fabrication d'un produit banal : la poudre à éternuer. Il y a quelques mois, le Canada a découvert que la poudre à éternuer d'origine française ou allemande contenait le produit incriminé et a interdit son importation. Bien que l'utilisation de la dianisidine soit réglementée en France depuis 1972, son emploi pour la poudre à éternuer n'a jamais été déclaré par les fabricants qui ont ainsi exposé consciemment leurs employés au risque de cancer. Que compte faire le gouvernement contre ces fabricants ?

Claude ANCHER



carbures chlorés, le chlorure de vinyle, bien d'autres encore. On sait que le benzène est à l'origine de leucémies, surtout quand il est associé à d'autres produits. Les amines aromatiques provoquent des cancers des voies urinaires. Ces amines sont massivement utilisées dans l'indus-

interdite pour cela en Grande-Bretagne depuis 1967. C'est ce que les travailleurs de l'atelier du 1/2 GRAND, alertés par leurs sections CGT et CFDT, rappellent à la direction en refusant « de travailler sur ce procédé dans les conditions actuelles ». La direction dut sus-

LE DOSSIER NOIR DU CHOMAGE

# Le chômage ça n'arrive pas qu'aux autres

● L'analyse que nous avons faite sur les chômeurs révèle plusieurs faits.

- Le nombre de chômeurs grandit.
- Il touche de plus en plus toutes les catégories d'âge, plus particulièrement les jeunes.
- Il a une répercussion sur les deux sexes, mais avec une forte proportion de femmes touchées par le chômage.
- Les offres d'emplois proposées aux chômeurs diminuent de plus en plus.
- Ils restent de plus en plus au chômage :

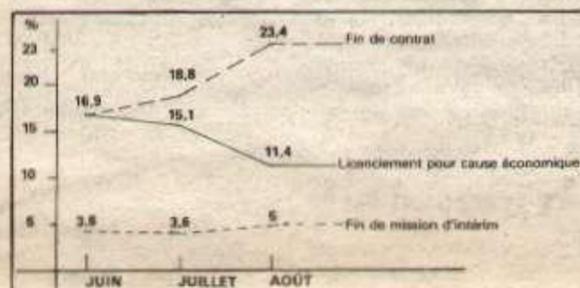
### LES FEMMES TOUCHÉES PAR LE CHÔMAGE

Plus de la moitié (53,8 %) des chômeurs en septembre 1978 étaient des femmes. Le manque de formation, en général, des femmes ne correspond pas aux demandes des patrons. Et quand elles ont une formation, celle-ci res-

ment les jeunes qui sont le plus touchés.

Les stages Barre pour l'emploi des jeunes n'ont pas eu les résultats escomptés (l'étaient-ils vraiment ?...)

En revanche, ils ont permis au gouvernement de dissimuler une bonne partie du chômage des jeunes. Casés dans des stages, ils ne figuraient plus



Les causes d'inscription à l'ANPE pour juin, juillet, août 1978 étaient respectivement de 16,9 % en juin, de 18,8 % pour juillet, et de 23,4 % en août pour les fins de contrat.

Dans cette catégorie, nous devons considérer une bonne partie des stages destinés aux jeunes qui se sont terminés à la fin de l'été. Ce qui explique le fort pourcentage, fin août.

Les stages pour l'emploi dissimulent une grande partie du chômage pour les jeunes. Le stage, une fois terminé, ils réintègrent les rangs du chômage.

16,9 % en juin, 15,1 en juillet, et 11,4 % en août sont les taux d'inscription à l'ANPE pour licenciement économique. La chute de juillet et août s'explique par le fait que les nombreux licenciements pour cause économique ont lieu avant les vacances.

3,8 % en juin, 3,6 % en juillet et 5 % en août, pour fin de mission d'intérim s'explique très bien par le jeu des embauches des boîtes d'intérim qui licencient un maximum de personnes avant les vacances (quand la production baisse) pour les réemployer plus ou moins après les vacances.

sort très souvent du secteur tertiaire (employées du bureau, dans les assurances, dans les banques, etc.) complètement saturé. Ainsi, sur 100 % de jeunes femmes qui ont suivi une formation dans le tertiaire, 58 % d'entre elles sont au chômage.

### LES JEUNES TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE

Notre tableau (voir ci-dessous) illustre la hausse du nombre de chômeurs. Mais ce sont bien évidem-

ment les listes des chômeurs, mais le problème a surgi quand ils sont sortis de ces stages. «Enfin, le chômage des jeunes aura été dissimulé pendant quelques temps...»

Dans cette situation, nous avons aussi à contre-carrer les campagnes mensongères du gouvernement, selon lesquelles le travail des jeunes n'est pas un grave problème, selon lesquelles les femmes n'ont pas besoin de travailler. Le salaire des travailleurs n'est pas un appoint à celui du mari,

Au 31 août 78 :

- 17,4 % des chômeurs étaient inscrits à l'ANPE depuis moins d'un mois.
- 25,3 % étaient inscrits à l'ANPE de un mois à 3 mois.
- 17 % étaient inscrits à l'ANPE de 3 à 6 mois.
- 20,4 % étaient inscrits à l'ANPE de 6 mois à 1 an.
- 12,8 % étaient inscrits à l'ANPE de 1 an à 2 ans.
- 7,1 % étaient inscrits à l'ANPE depuis plus de 2 ans.

Sans compter que les chômeurs, quand ils

comme veut nous le faire croire la bourgeoisie. Cet argument est bon pour les femmes de PDG et de cadres, mais pour l'immense majorité des travailleuses, il est vital de travailler. Aussi, est-il primordial de faire valoir le droit au travail pour les femmes.

Non seulement, le nombre de chômeurs augmente, mais ils restent de plus en plus longtemps inscrits à l'ANPE, sans trouver du travail. Des gens «bien intentionnés» nous répondront : «C'est faux, au 31 août, presque 60 % des chômeurs n'étaient pas inscrits depuis plus de six mois.»

Ils oublient de signaler que dans ces 60 % de demandeurs d'emploi, 40 % provenaient des jeunes - dont de nombreux qui sortaient tout juste de l'école. Sans compter que rester même six mois au chômage, c'est bien éprouvant financièrement, psychologiquement et familialement.

### IL N'Y A PAS DE TRAVAIL

L'autre refrain du gouvernement est de nous affirmer que de nombreux chômeurs sont de faux chômeurs, qu'ils ne cherchent pas de travail, bref «qu'ils sont des fainéants».

Regardons la carte des régions de France, mentionnant la hausse des demandeurs d'emploi pour chaque région entre juin et août 1978.

Partout, il y a des augmentations, les plus fortes se situant en Lorraine avec 19 % d'augmentation, le Centre avec 18 %, l'Alsace et la Basse Normandie avec 17 % d'augmentation de demandeurs d'emplois

entre juin, juillet et août 1978.

Dans le même temps, les offres d'emploi n'ont augmenté que très faiblement. Ainsi, en Lorraine, les offres d'emploi n'ont augmenté que de 8 %, dans le Centre de 2 %, en Alsace de 6 % et en Basse Normandie de 11 %.

A l'évidence, il n'y a pas assez de travail proposé pour tous les chômeurs. Alors nous nous rendons compte tout de suite que les campagnes du gouvernement et du patronat selon lesquelles les chômeurs «mettraient de la mauvaise volonté à chercher du travail» sont fausses et odieuses. Il n'y a pas de travail et pour faire front aux commandes, le patronat et les industriels relèvent les horaires, font travailler plus «leurs ouvriers».

Dans ces conditions, la lutte contre le chômage est à mener avec autant d'ardeur que la lutte contre les licenciements.

Il nous importe d'apporter des explications aux travailleurs sur le chômage. La tâche n'est pas aisée. Les chômeurs sont tellement isolés, vu leur situation, qu'il est difficile de s'organiser, de lutter quand on est chômeur. De plus, il faut que nous arrivions à briser l'individualisme que prône la bourgeoisie : «Le chômage, ça n'arrive qu'aux autres».

trouvent du travail ne trouvent pas toujours du travail correspondant à leur qualification et ne sont pas rémunérés en conséquence.

Cependant ces constatations nous viennent après avoir lu les études officielles du gouvernement. Comme on le sait, elles sont bien truquées, manipulées.

C'est donc que le chômage a pris des mesures considérables si après l'analyse des données gouvernementales, on constate une aggravation profonde du chômage.



Carte des régions de France avec le pourcentage de hausse de demandes d'emploi selon les régions sur juin, juillet et août 1978. On remarque que partout les demandeurs d'emploi ont augmenté massivement alors que dans le même temps les offres d'emploi quand elles ont augmenté, l'ont été faiblement.

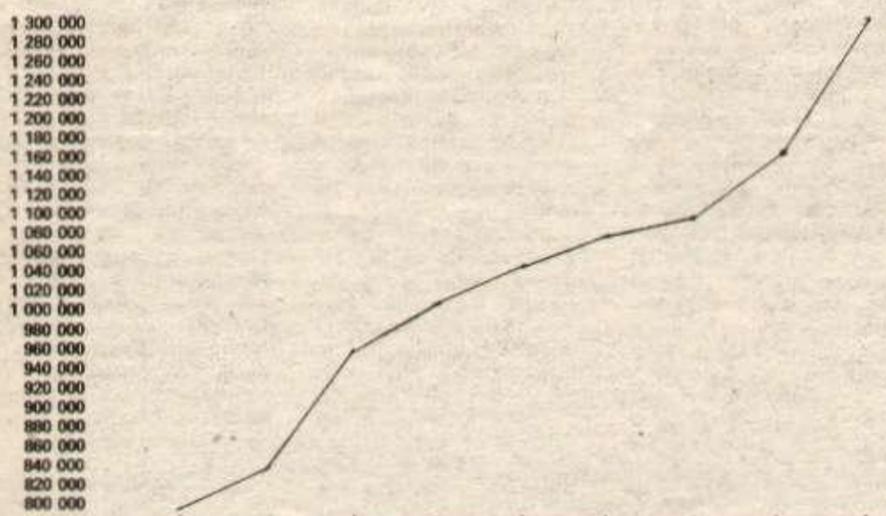
Chômeurs ou non, nous sommes tous concernés et devons développer un mouvement de solidarité entre les travailleurs.

mage et qu'ils le connaissent aussi.

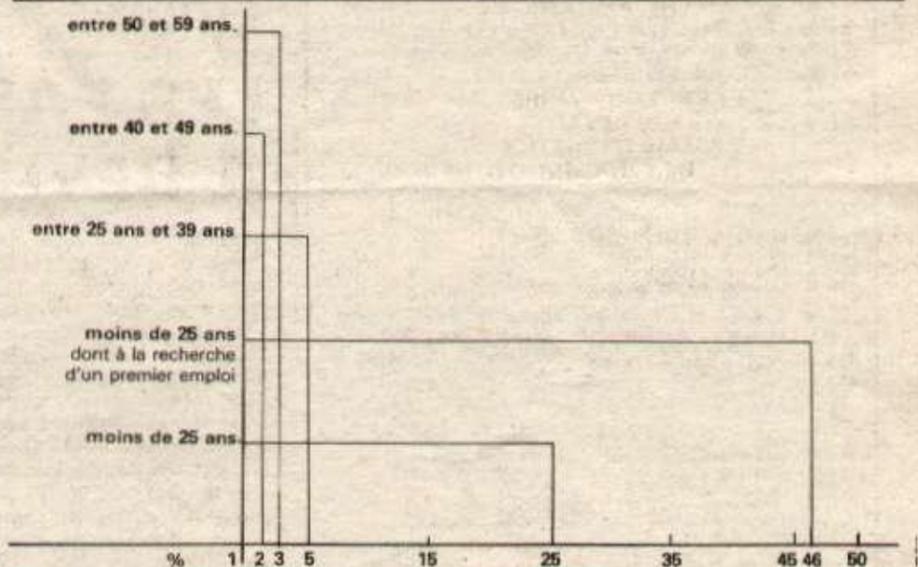
Nathalie VILLOTIERS

Nota bene : toutes les données chiffrées ont été calculées à partir des données officielles du gouvernement.

La première réflexion qui s'impose après lecture de ces tableaux est que le nombre de chômeurs ne cesse de s'agrandir. Sachant que les chiffres officiels sont truqués, on se doute de l'ampleur réelle du chômage aujourd'hui. Le chiffre syndical actuel est de 1 700 000.



Progression du nombre de chômeurs selon les trimestres d'été de 76, 77 et 78.



Pourcentage de hausse du chômage entre juin et septembre.

Courbe retraçant quelles sont les différentes catégories d'âges qui sont touchées par le chômage sur la période de juin, juillet, septembre 1978. Ce sont les jeunes avant moins de 25 ans qui sont le plus touchés par le chômage : une hausse de 25 % entre juin et septembre de demandeurs d'emploi. Il faut considérer ici l'arrivée massive de jeunes qui sont sortis de l'école fin juin.

La progression est moins forte, mais considérable, néanmoins pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 25 ans. Une hausse de 5 % entre juin et septembre 78 pour les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 39 ans, de 2 % entre juin et septembre pour les chômeurs entre 40 et 49 ans, une

hausse de 3 % pour ceux de 50 à 59 ans, qui ont beaucoup de peine à retrouver un emploi, leur âge ne permet pas toujours un maximum de profit à l'entreprise qui va l'employer. Par contre, pour les chômeurs de plus de 60 ans, leur nombre diminue à l'ANPE nombre d'entre eux ne cherchent plus de travail, vu le nombre limité d'offres et les difficultés à être embauchés.

## ● Vietnam - URSS : signature d'un «traité d'amitié» et d'un pacte militaire

Au cours de la visite des dirigeants vietnamiens en URSS, un traité a été signé très rapidement entre Brejnev et Kossyguine d'une part et Le Duan secrétaire général du parti vietnamien et le Premier ministre Pham Van Dong d'autre part.

Il s'agit d'un «traité d'amitié et de coopération» analogue à ceux signés par les pays de l'Est avec l'URSS. En plus de nombreux accords particuliers, ce traité implique un renforcement de l'aide militaire de l'URSS au Vietnam. Le communiqué commun mentionne «une totale identité de vues».

Brejnev a précisé la signification antichinoise de ce traité : «Quand la politique de la direction chinoise engendre de nouvelles difficultés considérables pour la construction du socialisme sur la terre vietnamienne, la force de notre amitié et la solidarité des pays socialistes a une importance particulière».

Pham Van Dong s'est également livré à des attaques contre la Chine et a qualifié l'URSS de «bastion sûr de la paix et espoir des forces progressistes et révolutionnaires du monde entier».

En signant ce traité, après l'adhésion du Vietnam au Comecon, la direction du parti vietnamien se lie encore plus étroitement à l'URSS et favorise les entreprises du social-impérialisme en Asie du Sud-Est.

## ● Manifestation fasciste à Madrid

Une foule importante s'est rassemblée vendredi à Madrid à l'appel de plusieurs organisations d'extrême-droite. 70 000 à 300 000 personnes, selon les sources, ont répondu à l'appel du groupe Fuerza Nueva, de la phalange et d'une organisation carliste. Blas Pinar, leader de Fuerza Nueva, s'est attaqué, dans son discours, aux «terroristes» et au gouvernement Suarez, suspect de laxisme à leur égard. Les fascistes scandaient : «Suarez, traître», «ETA assassin» et aussi «Franco, Franco»...

Même si l'on tient compte du fait que les manifestants venaient de tous les coins de l'Espagne, il n'en reste pas moins que le rassemblement a surpris par son ampleur. Ceci au moment où les tendances franquistes dans la police et dans l'armée relèvent la tête, notamment à la faveur des incidents qui continuent de se dérouler au pays basque.

### Programme télé

#### Lundi 6 novembre

TF 1

18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Pas de problème ! Film français de G. Lautner 1974  
22 h 15 - Questionnaire. Jean Elleinstein  
23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Ciné music. Michel Colombier  
21 h 35 - Question de temps. Les gamins de Bogota. Magazine  
22 h 35 - Chefs d'œuvre en péril. Les chapelles bretonnes  
23 h 05 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre. Jean-Pierre VERNANT  
19 h 10 - Soir 3  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Hommage à Jacques Brel. L'aventure c'est l'aventure. Film français de Claude Lelouch 1972. Comédie de mœurs  
22 h 05 - Soir 3 et fin

#### Mardi 7 novembre

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - Les Mohicans de Paris  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Ceux qui se souviennent. Série de 3 émissions de R. Dhordain. Première partie : La Revanche 1880 - 1900  
21 h 35 - Appelez-moi docteur ou le médecin invisible. Film TV  
22 h 40 - Profil : Ian Smith  
23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Mary Jane a pleuré la nuit dernière. Film TV américain. Débat : Les enfants martyrs  
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse  
18 h 55 - Tribune libre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La lance brisée. Film américain en version française.  
22 h 00 - Soir 3 et fin des émissions

## La Réunion : malgré les déclarations de Barre

# LE STATUT COLONIAL EN QUESTION

● Au cours de son voyage, Barre, se présentant de manière provocatrice, comme un «enfant du pays», a multiplié les menaces contre les patriotes de la Réunion et contre les pays africains favorables à la décolonisation de cette île de l'Océan Indien baptisée «département français». En effet, alors que la Réunion était longtemps considérée comme un bastion relativement solide, la question de l'indépendance de la Réunion a occupé le devant de la scène en Afrique cette année.

### UN BASTION

La Réunion souffre de toutes les conséquences du colonialisme qu'on peut trouver dans les autres DOM : économie entièrement bâtie sur la monoculture de la canne à sucre en crise, denrées alimentaires et produits industriels importés de métropole, donc très chers, chômage touchant la moitié de la population, départ forcé des jeunes vers les postes ou les hôpitaux de la métropole.

Depuis 1972, date de l'évacuation des bases de Madagascar, la France a renforcé l'occupation militaire de la Réunion, portant le nombre des militaires qui y sont stationnés à plus de quatre mille. Il s'agit de concentrer les forces encore stationnées dans l'Océan Indien et en Afrique de l'Ouest pour permettre à l'impérialisme français d'effectuer des interventions en Afrique comme celles du Zaïre ou du Tchad. La base de l'île de Mayotte, annexée aux Comores, complète ce dispositif. En juin 1977, quand Giscard fait un discours solennel à l'Afrique, à l'occasion de l'indépendance de Djibouti, il affirme que la France a «achevé la décolonisation en Afrique», ce qui exclut clairement la Réunion. La question de l'indépendance n'est alors pas posée clairement par les organisations réunionnaises dominantes. En ce qui concerne la gauche, PS et PC re-

prennent les mots d'ordre de la gauche française : «Autonomie», ou «autonomie démocratique et populaire».

Cependant, les luttes de libération en Afrique, l'avènement à l'indépendance de nouveaux pays de l'Océan Indien et leur lutte contre les présences étrangères, ont posé aux autonomistes la question de l'indépendance. D'autant plus que le chômage n'a fait que s'aggraver et que, avec l'aggravation de la crise, le gouvernement français a été incapable de tenir ses promesses de «développement».

En juin, le comité de libération de l'OUA prenait position en faveur de l'indépendance de la Réunion, reflétant les positions des États de l'Océan Indien (Mozambique, Madagascar, Ile Maurice...). C'est alors que le gouvernement français fit des mises au point indignées pour... dénoncer les interventions étrangères !

### CRISE DE L'AUTONOMISME

La prise de position de l'OUA devait accentuer la crise des mouvements autonomistes avant les élections. Il y eut d'abord la rupture du Front autonome qui regroupait PS et PC, puis l'échec électoral. Le PC réunionnais, pour faire face à une grave crise à la base, devait changer de position, avancer le mot d'ordre d'«autodétermination» et créer un



Barre à la Réunion : un appetit... colonial

Front «anti-colonialiste».

De son côté, l'Organisation communiste marxiste-léniniste réunionnaise, créée en 1975, développait un travail de propagande pour l'indépendance. Le 13 août, elle organisait une manifestation culturelle regroupant 500 personnes. Son dirigeant Serge Sina-male fut alors poursuivi et arrêté.

### LA PEUR DE L'INDÉPENDANTISME ?

Le colonialisme manifesta son inquiétude : avant Barre, il avait envoyé cet été le secrétaire d'État Dijoud à la Réunion. Celui-ci a fait alors une déclaration provocatrice qui l'a rendu célèbre dans l'Océan Indien : «Il y a dans cette région du monde plus de soldats français pour répondre à une agression et plus de fonctionnaires de police qu'il n'en faut pour réprimer n'importe quel trouble qui pourrait se produire contre la France». De son côté, Debré déposait un projet de loi tendant à rompre les relations avec l'île Maurice.

La fausse assurance de Barre et les aboiements de

Dijoud cachent une réelle peur devant la montée de la lutte du peuple réunionnais contre le colonialisme et la montée de la lutte des peuples de l'Océan Indien pour la dé-militarisation.

J.-P. C.

### LA RÉUNION

— à 12 000 kms de la France.  
— 700 kms à l'est de Madagascar.  
— 500 000 habitants dont plus de 50 % de chômeurs.  
— 50 000 Réunionnais contraints de travailler en France (le rythme de l'émigration est de 6 000 par an).

Debré, député de la Réunion, est un farouche promoteur de la natalité... Mais à la Réunion, il a organisé une propagande pour la pilule, bien avant qu'elle ne soit autorisée en France. Les cas de stérilisation forcée des femmes réunionnaises semblent fréquents.

## Liban

# LES FASCISTES S'ENTRE-TUENT A BEYROUTH

Après le sommet de Beit-Eddine consacré à la présence de la Force de Dissuasion Arabe (FAD), les milices fascistes à Beyrouth sont divisées. Et quand des fascistes ne sont pas d'accord entre eux, ils s'entre-tuent. C'est ce qui se passe aujourd'hui à Beyrouth entre les milices de Gemayel (les Phalanges) et celles de Chamoun (les Tigres), mais aussi entre ces deux formations et d'autres milices créées durant la guerre. A Dekouaneh, dans la banlieue, des combats ont lieu contre «la jeunesse libanaise» qui cherche à s'implanter dans les quar-

tiers. Dans certains quartiers, des mots d'ordre commencent à être écrits sur les murs contre Chamoun et ses milices.

D'autre part, une partie de la population chrétienne rentrait à Beyrouth-est s'est plainte aux autorités libanaises du fait que les milices armées leur soutirent des rançons. Des enlèvements ont même eu lieu car plusieurs personnes refusaient de payer. Des habitants de ces quartiers ont été arrêtés par le Conseil militaire des Phalanges, car ils refusaient de se soumettre aux milices. Dans le quartier de Bourj Hammound où vit en

majorité la communauté arménienne, plusieurs Arméniens ont été massacrés, bien que de confession chrétienne, car ils refusent que des photos de Chamoun soient pendues aux vitrines des magasins et ils refusent de payer les rançons.

Une autre conséquence des décisions de Beit-Eddine concerne l'armée. Au sommet, il a été décidé de traduire les officiers traitres Haddad et Chidiac au tribunal militaire. Mais la direction de l'armée libanaise a voulu juger aussi les soldats et officiers de l'Armée arabe du Liban, cherchant à mettre sur le

même plan — l'indiscipline — ceux qui se sont révoltés et ont rejoint les forces nationales et ceux qui ont trahi leur pays. Les forces nationales au Liban se sont élevées contre cet amalgame grossier et demandent que soient jugés les traîtres et tous les officiers qui, au sein de l'armée, ont créé «l'armée révolutionnaire» dont le but est le soutien aux fascistes dans leur guerre contre la FAD. La décision de la direction de l'armée montre jusqu'à quel point encore les fascistes sont dans la haute hiérarchie.

Yomna El Khalil

## Le criminel de guerre Ian Smith à la télé mardi soir.

# «NOS ACTIONS ONT PROVOQUÉ LA FAILLITE DU RÉGIME RHODÉSIE»

déclare Dzingai Mutumbuka, du Comité Central de la ZANU

Propos recueillis par Jean-Pierre CHAMPAGNY

● Alors que Barre, après l'affaire Darquier a recommandé aux directeurs de chaînes d'avoir moins de complaisance envers les criminels de guerre, la télévision donne la parole mardi soir, à un raciste et un criminel de guerre notoire, le chef des racistes de Rhodésie Ian Smith. Pour la deuxième fois en 15 jours, celui-ci vient, la semaine dernière de faire bombarder un camp de réfugiés du Zimbabwe en Zambie.

Alors que l'ensemble de la presse fait généralement le silence sur la lutte et les positions du mouvement de libération du Zimbabwe, nous donnons aujourd'hui de larges extraits de la conférence de presse donnée mardi 31 octobre par Dzingai Mutumbuka, membre du Comité central de la ZANU et représentant du Front Patriotique du Zimbabwe à la conférence de l'UNESCO.

### LA SITUATION MILITAIRE

Le représentant de la ZANU a d'abord fait le point de la situation militaire.

Aujourd'hui, des dizaines de milliers de combattants de la ZANU mènent la lutte de libération à l'intérieur du pays.

«Notre guerre va de victoire en victoire chaque jour. Vous savez qu'il y a de larges portions du territoire que nous contrôlons. Même l'ennemi le reconnaît : la loi martiale en est la manifestation la plus éclatante. L'ennemi a retiré ses forces des zones rurales que nous contrôlons, et il les a concentrées sur les fermes des colons et sur les villes. En 1973, l'ennemi avait créé un grand nombre de camps de concentration («villages protégés»). Depuis 1975, nous en avons détruit un grand nombre et libéré la population qui s'y trouvait. Nous sommes dans une position où nous pouvons choisir nos objectifs et frapper les places fortes de l'ennemi. Ainsi, dans les six dernières semaines, malgré la concentration des troupes qui la défendent, nous avons été capables d'attaquer par deux fois la ville d'Umtali, qui est la troisième ville du pays. Nos actions militaires ont provoqué la faillite du régime. Smith reconnaît lui-même qu'il est impossible de tenir des élections cette année. En bref, je peux vous dire que nous avons la situation militaire bien en main ; et tout le monde reconnaît que la saison des pluies qui commence, verra l'effondrement du régime de Smith.

En août, Nkomo, dirigeant de la ZAPU, autre branche du Front Patriotique avait rencontré secrètement Smith. Le représentant de la ZANU analyse cette rencontre comme partie intégrante des manœuvres des impérialismes occidentaux.

«Les Anglo-Américains ont machiné cette rencontre et ont utilisé des gouvernements africains comme le Nigéria et la

Zambie. Le but était bien de diviser le Front Patriotique, pour essayer de faire en sorte que Nkomo se joigne au «réglement interne».

Il s'agissait d'isoler le camarade Mugabe et la direction de la ZANU, comme «leaders d'une organisation marxiste-léniniste extrémiste».

Le mois dernier, Kaunda, président de la Zambie, a accepté de rouvrir la frontière avec la Rhodésie. Le régime zambien, en même temps qu'il subit les agressions répétées de l'armée raciste, est de plus en plus soumis aux pressions impérialistes.

«Plus récemment, il y a eu la visite de Smith aux Etats-Unis qui l'avaient invité. Mais qui est ce Smith que les Etats-Unis ont invité ? N'est-ce pas le leader d'un gouvernement illégal contre lequel les Nations Unies ont imposé des sanctions ? N'est-ce pas le Smith qui a perpétré les massacres les plus terribles de l'histoire de notre peuple, celui des massacres de Nyazonia et de Chimoio ?

L'auteur des atrocités sans nombres commises contre notre peuple ? C'est ce Smith qui va aux USA parler de paix, et les Américains l'écoutent ! Ils annoncent même qu'il s'est converti. Les Américains croient peut être aux miracles, mais le peuple du Zimbabwe et les peuples voisins connaissent bien Smith pour ce qu'il est.

«Les Américains et les Anglais sont aussi responsables de la réouverture de la frontière de la Zambie avec la Rhodésie. Tous ces faits ne sont pas isolés. Quand la Zambie a voulu emprunter de l'argent au Fonds Monétaire International, c'était à condition que la Zambie obtienne la route la plus rapide et la moins chère vers la mer, c'est-à-dire le chemin de fer par la Rhodésie».

Au sujet du plan anglo-américain, Dzingai Mutumbuka rappelle que le Front Patriotique avait accepté l'année dernière les bases de ce plan. En effet, il prévoyait que ce n'était pas l'in-



dépendance qui était négociable, mais ses mécanismes. Il prévoyait également la dissolution de l'armée de Smith. Le Front Patriotique avait donc commencé à discuter avec les Occidentaux sur les bases de ce plan à Malte, puis à Dar-es-Salam au début de cette année.

Mais aujourd'hui, les propositions anglo-américaines sont bien en retrait : «Les Anglais eux-mêmes ne s'intéressent plus à leurs propres propositions. Ils proposent un «gouvernement interne de transition» comprenant le gouvernement actuel et les deux composantes du Front Patriotique pendant trois mois, puis une nouvelle période de trois mois avant les élections. C'est clairement un règlement interne, complètement différent de l'ancien plan anglo-américain. Smith va rester en place, et rien n'est dit sur le sort de son armée terroriste».

Pour la ZANU, aujourd'hui «Smith et les USA ne font qu'un». C'est pourquoi, aujourd'hui la ZANU refuse des négociations dans lesquelles les USA seraient impliquées. Elle n'admet de discuter qu'avec le colonisateur britannique en vue de l'accession à l'indépendance que le mouvement de libération a d'ores et déjà conquise par les armes.

### L'UNITE DU FRONT PATRIOTIQUE

A une question qui lui est posée sur l'avenir du Front Patriotique (qui associe la ZANU dirigée par R. Mugabe et la ZAPU dirigée par Nkomo), et sur la possibilité de sauvegarder l'unité, Dzingai Mutumbuka a répondu :

«Nous sommes alliés avec nos camarades de la ZAPU. Nous avons l'intention, quand le conflit aura pris fin, de maintenir et de renforcer notre alliance pour le bien du peuple du Zimbabwe. Cette alliance, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour la fortifier. Mais soyons réalistes : notre ennemi, l'impérialisme, travaille nuit et jour pour diviser notre front. Comment expliquer sans cela toutes ces réunions clandestines à Lusaka, Lagos et Londres, pour isoler la ZANU ? Nous travaillons pour l'unité et nous sommes réalistes, telle est notre position».

Plus tard, il ajoute : «Distinguons l'action de certains individus et celle de l'organisation. A supposer que Nkomo puisse rallier le règlement interne, il n'est pas évident du tout que son organisation le suive, car il y a de vrais révolutionnaires au sein de la ZAPU et une telle action serait contre-révolutionnaire».

### UNE AIDE VENANT DE NOMBREUX PAYS

Un journaliste a demandé, en écho à des spéculations de la presse américaine, si la ZANU n'était pas «lâchée» par la Chine à la suite de voyages de Robert Mugabe dans les pays de l'Est et à Cuba. Dzingai Mutumbuka a alors rappelé que la ZANU reçoit une aide diversifiée de très nombreux pays et que cette aide ransie par le Comité de libération de l'OUA. En ce qui concerne la Chine : «Rien n'indique que son aide ait diminué en quantité ou en qualité parce que nous avons refusé d'autres aides».

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Collectif pour le Boycott de la Dictature Argentine (COBA) s'associe aux nombreuses protestations qui se sont élevées contre l'interview inadmissible de l'assassin vichyste Darquier de Pellepoix parue dans l'hebdomadaire l'Express.

Le COBA tient à rappeler à cette occasion que le cas n'est malheureusement pas unique de criminels de guerre français complices des nazis réfugiés à l'étranger, qui trouvent auprès de nos ambassades un accueil cordial, comme s'en vante Darquier de Pellepoix.

En Argentine, certains d'entre eux ont même des postes officiels : ainsi M. Jean-Pierre Ingrand, condamné à mort à la libération pour sa responsabilité dans l'affaire des «Sections Spéciales», et actuellement Président de l'Alliance Française de Buenos Aires. Ainsi, M. Queyrat, rédacteur économique du Bulletin de la Chambre de Commerce Française en Argentine, lui aussi condamné à mort par contumace. Encore ne s'agit-il que de deux cas, parmi les nombreux autres membres de «l'Amicale des Réfugiés Vichistes» de Buenos Aires, qui participent régulièrement depuis de nombreuses années aux réceptions officielles de l'Ambassade de France.

Le COBA dénonce à nouveau cette complaisance inadmissible des diplomates français qui se double dans le cas de l'Argentine d'un soutien rien moins que discret à l'une des dictatures les plus sanglantes d'Amérique Latine.

Collectif pour le Boycott de la Dictature Argentine  
14, rue de Nanteuil.  
75015 PARIS

### REUNION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE A VANCOUVER

En se réunissant au Canada, l'Internationale socialiste dit avoir montré qu'elle n'avait pas seulement une vocation européenne, mais universelle. En fait, il est vrai qu'un certain nombre de partis sociaux-démocrates des pays impérialistes tendent à se faire passer pour les interlocuteurs les plus proches du Tiers-Monde. Ils arrivent, comme le fait le SPD allemand à développer une certaine influence.

A Vancouver, Mitterrand a proposé une sorte de reprise du dialogue nord-sud dans le cadre de l'Internationale socialiste. Senghor lui-même a estimé cette démarche illusoire, tandis que le délégué de la Jamaïque se livrait à une sévère critique des partis socialistes au pouvoir en Occident.

## IRAN : LE SHAH DESIGNÉ UN GOUVERNEMENT MILITAIRE

● Le gouvernement Sherif-Emani démissionne à la suite des émeutes de Téhéran, il est remplacé par le chef d'état-major des forces armées

● Accord entre l'opposition religieuse et le Front National

● Ce ne sont plus des manifestations qu'a connu dimanche Téhéran mais de véritables émeutes où lycéens, étudiants, ouvriers et employés se sont attaqués à ce qui symbolise la dictature du Shah et l'impérialisme dans la capitale. Face à l'insurrection, l'armée n'est pas intervenue contrairement à samedi où selon l'opposition religieuse, la répression aurait fait 65 morts. Dimanche soir, la loi martiale était à nouveau décrétée et les chars

Samedi à Téhéran, des milliers d'étudiants et de lycéens se sont affrontés avec l'armée autour de l'université, des balles ont répondu aux jets de pierres des manifestants tuant 65 personnes selon l'opposition religieuse. Cette journée d'affrontements violents devait préfigurer du lendemain dimanche où les lycéens et les étudiants se rassemblèrent à nouveau à l'université pour appeler la population à la riposte. Dix heures d'émeutes s'en suivront dans les rues de la capitale, où les manifestants choisiront avec précision leurs cibles : tout ce qui symbolise la dictature du Shah et son régime corrompu sera systématiquement détruit : les banques, les compagnies gouvernementales, les véhicules administratifs et les bâtiments officiels dont le ministère de l'Information brûleront. Les manifestants s'attaqueront également à tout ce qui représente l'impérialisme et l'influence étrangère en Iran : banques et compagnies étrangères, telles la British Airways et la Pan American (Air France sera épargnée et des affiches remerciant les Français pour l'accueil

fait à Khomeiny seront apposées sur les vitrines de la compagnie). La foule attaquera l'ambassade de Grande-Bretagne et brûlera le drapeau britannique montrant sa haine de l'impérialisme britannique qui l'a exploitée pendant tant d'années avant d'être supplanté par l'impérialisme US. L'ambassade des USA demeurait sévèrement gardée par l'armée. Une statue du Shah, honni par le peuple iranien ne résistera pas à sa colère, s'effondrera sous des milliers de «Mort au roi!». Si les manifestants se sont attaqués à des cibles bien définies symbolisant la dictature du Shah et de l'impérialisme, ils s'en tiendront à leurs objectifs s'abstenant de tout pillage, contrairement à ce que la propagande du Shah voudrait faire croire. Une question reste en suspens après la journée de dimanche : pourquoi l'armée s'est-elle abstenue de tirer contrairement à la veille ? Quel que soit le calcul fait par le Shah dimanche, le soir même, l'armée reprenait position dans tous les points stratégiques de la ville, la loi martiale était à nouveau décrétée avec des

consignes particulièrement sévères sur son application, enfin, depuis lundi, on connaît le choix du Shah : en désignant le chef du commandement militaire général, le pouvoir fait appel à l'armée devenue désormais son seul recours.

Face au régime du Shah qui puise ses dernières forces dans un gouvernement militaire, l'opposition religieuse et le Front National sont arrivés à un accord qui rejette tout compromis avec le pouvoir et prépare l'après Shah. Le communiqué publié par le président du Front National, avant son retour en Iran, résume l'accord intervenu dans l'opposition en 3 points :

— 1 - «La monarchie constitutionnelle en Iran a violé la Constitution, exercé violence et répression, laissé se développer la corruption, elle s'est soumise aux pressions de l'étranger, elle est donc dépourvue de toute légitimité».

— 2 - «Le mouvement national et le mouvement islamique ne peuvent donner leur accord à aucune coalition gouvernementale dans le cadre de la monarchie actuelle».

— 3 - «Le régime du gouvernement national de l'Iran doit être déterminé sur la base des principes de l'Islam, de la démocratie et de l'indépendance et par le recours au suffrage universel».

Un communiqué a été diffusé par l'Ayatollah Khomeiny, ce dernier devrait faire un appel prochainement en faveur de la création d'une république sur les bases de l'Islam qui serait votée au suffrage universel.

### Suite de la Une

tous les points stratégiques de la ville et appliquant à la lettre la loi martiale. Le nouveau gouvernement est composé essentiellement de militaires, à l'exception d'un ministre. Expliquant son choix dans un discours transmis lundi matin en Iran : le Shah a notamment déclaré : «J'ai tout fait pour former un gouvernement civil, mais hier j'ai compris que ça n'était pas possible, c'est pourquoi j'ai recours à un gouvernement militaire».

Sommet de Bagdad

## LE MONDE ARABE CONDAMNE CAMP DAVID

Réunis dans la capitale irakienne, l'ensemble des pays membres de la Ligue Arabe, à l'exception de l'Égypte, ont adopté un texte commun rejetant fermement les accords signés à Camp David entre Sadate et les Israéliens. «Ces accords ne servent pas la nation arabe et ses droits en Palestine, à Jérusalem, au Sinaï et sur le Golan», affirme la résolution, qui poursuit : «Ces accords portent le plus grand tort à la nation arabe et au peuple égyptien frère».

En même temps, les participants à la conférence ont décidé de transférer provisoirement le siège de la Ligue arabe du Caire à Tunis. Déjà, le secrétaire général de cette organisation, l'égyptien Mahmoud Riad, avait participé à la rencontre, où il avait, lui

aussi, pris position contre la politique suivie par Sadate. La conférence a décidé d'une aide financière aux pays de la «ligne de front» qui ont une frontière avec Israël ; en particulier, 150 millions de dollars ont été débloqués pour aider l'OLP à développer la lutte en Palestine occupée. Celle-ci a été une fois de plus reconnue par les gouvernements présents comme l'unique représentant du peuple palestinien.

Des représailles seraient de surcroît prévues contre le régime égyptien, au fur et à mesure que les accords avec Israël entreraient en application. Samedi, une délégation de représentants de la conférence, dirigée par le ministre des Affaires étrangères libanais, avait été éconduite au Caire.

## ● Nucléaire : toujours sûr ? (suite)

— Les centrales américaines donnent des signes de faiblesse.

— Les Autrichiens ne veulent pas du nucléaire

— Quatre centrales nucléaires américaines du type a eau bouillante (BWR), implantées au Japon (3) et en Allemagne ont été stoppées à la suite de la découverte de fissure sur les tuyauteries des circuits primaires de refroidissement. Toutes les centrales de ce type seront soumises à une enquête «approfondie» par une commission d'enquête, tandis que le groupe de spécialistes qui avait précédemment travaillé sur des ennuis similaires va être reconstitué...

Ces fissures se constatent notamment à la périphérie des soudures des tuyaux inoxydables.

— Les Autrichiens se sont prononcés par voie de référendum sur la construction dans leur pays de centrales nucléaires. Une courte majorité s'est dessinée contre les centrales (50,6 %). Ce résultat devrait interdire toute construction de centrales nucléaires sur le territoire autrichien.

## ● Barre attaque Chirac

A la Réunion, Barre a violemment attaqué «ceux qui vont à la pêche aux voix comme d'autres vont à la pêche aux moules». Dans la Lettre de la Nation, Charpy a immédiatement réagi : faisant remarquer que Chirac était la seule personnalité de la majorité à visiter les DOM-TOM, il en conclut qu'il s'agit d'attaques «personnalisées» contre le chef du RPR.

## ● Rassemblement des partis révisionnistes à Thionville

1 000 à 2 000 personnes se sont rassemblées samedi à Thionville à l'appel des partis révisionnistes de France, de RFA, de Belgique, du Luxembourg, des Pays-Bas et d'Italie. Gustave Ansart y a notamment déclaré : «Notre réunion d'aujourd'hui est en quelque sorte la préfiguration de l'Europe des travailleurs pour laquelle nous luttons, chacun dans notre pays, chacun avec son parti, chacun avec ses mots d'ordre». Rappelons que PCF et PCI ont des positions opposées sur l'élargissement de l'Europe aux trois pays de l'Europe du Sud. Le PCE n'était pas invité.

## Après 17 jours de grève, les marins reprennent la mer SIMPLE TREVE DU MOUVEMENT ?

Après dix sept jours de grève, les marins ont décidé de reprendre le large à la suite de la réunion de conciliation qui s'est tenue vendredi et s'est terminée par un accord signé samedi entre les armateurs, les pouvoirs publics et les syndicats des marins. Une nouvelle réunion de conciliation devrait se tenir le 17 novembre.

Tandis que la réunion de conciliation se tenait à Paris, des piquets de grève se faisaient évacuer par les flics, à Fos et au Havre. Les grévistes n'ont pas opposé de résistance «pour ne pas bloquer la réunion...».

Pourtant, de cette conciliation, les marins n'en ont pas sorti grand chose... En

fait, c'est la réunion du 17 novembre qui devrait déterminer de l'avenir des marins, et éventuellement de la reprise du mouvement.

Des groupes de travail ont été mis sur pied. Le premier pour étudier les solutions de maintien en service des trois paquebots de la NPC (Nouvelle Compagnie de Paquebots), le Mermoz, l'Azur, et la Masalia. Le groupe bi-partite, syndicats et direction, devra étudier les divers moyens de faire face aux difficultés économiques de la compagnie. Logique inquiétante, car c'est sous ce prétexte que cette dernière avait décidé d'embaucher par «concessionnaire» ininterrompu, des marins indonésiens avec un salaire de 500 francs, sans aucun

droit social... Et c'est cette décision qui avait soulevé l'indignation et la colère des marins français qui voyaient leur statut attaqué.

Le recours à un «concessionnaire» était un moyen «légal» pour les patrons de la compagnie de paquebots d'embaucher des marins à des conditions incroyablement scandaleuses et se présentait comme une mise en pièce des statuts des marins français. La réunion de conciliation vient de suspendre cette décision.

Le second groupe de travail tripartite, direction de la marine marchande, armateurs et syndicats, aura pour but d'étudier une réforme du code maritime, et devra y exclure la